

# Le Libertainaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu toute la somme de bonheur adéquat, à toute époque, au développement progressif de l'humanité.

## ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an. . . . .	6 fr. »
Six mois. . . . .	3 fr. »
Trois mois. . . . .	1 fr. 50

## ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, RUE D'ORSEL, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne le journal  
à Louis MATHA, Administrateur

## ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an. . . . .	8 fr.
Six mois. . . . .	4 fr.
Trois mois. . . . .	2 fr.

## Les Moyens Persuasifs

La semaine dernière, commentant la décision du Conseil de l'Ordre des avocats expulsant Hervé du barreau, je disais combien naturelle cette décision devait paraître à des anarchistes et qu'il fallait bien admettre que la Patrie et la Société rendissent coups pour coups à leurs contempteurs.

J'essayais de démontrer ce qu'ont de saugrenu les imprécations et les pleurs de la presse socialiste criant au scandale et à l'arbitraire, et la prétention et l'outrecuidance dont à fait montre en estimant qu'à la politique du poing tendu doit correspondre, pour le battu, la politique du dos-courbe. J'estimais que quiconque est attaqué a le droit de se défendre, la Patrie aussi bien que nous-mêmes, et je me félicitais plutôt d'une décision venant mettre les points sur les i et nous démontrer une fois de plus que là où est la force là est le droit.

La logique la plus pure me commandait d'approuver la décision du Conseil à l'égard de Gustave Hervé, et je conclus en disant qu'il faut savoir où l'on va, comment l'on veut aller, et que l'indécision n'est que l'excuse des faibles ou des intéressés.

Or, voici que, cette semaine, une conférence controversée qui eut lieu entre un abbé socialiste-chrétien et un anarchiste catégorique à son heure remet sur le tapis la question de la décision, de l'indécision plutôt. Après une profession de foi révolutionnaire, après avoir fait la citation d'usage, à savoir que « la force reste la grande accoucheuse des Sociétés », le camarade nous assura, dans le même discours, que « l'arme la plus terrible est surtout la persuasion ».

L'abbé ne rata pas le coche. Il s'empara de l'affirmation et réclama pour lui et ses collègues le droit d'user de la persuasion à réusir là si elle a échoué ici, le droit de trimballer encore de par le monde une idée que dix-neuf siècles ont rendue caduque à en crever ; une idée qui a été portée à la connaissance de toute la terre : une idée que les uns, ont acceptée, que les autres ont repoussée mais que tous ont connue ; c'est-à-dire une idée qui a été repoussée après examen et après expérience personnelle. Il n'y a donc pas eu acte imbécile de la part de qui a connu cette idée, l'a jugée fautive et l'a rejetée. Il s'est prouvé simplement que l'idée religieuse, actuellement en défaveur auprès des hommes n'a point prévalu sur leurs actes.

Mais, cette idée, d'autres hommes l'ont acceptée, d'autres hommes se soumettent au dogme imbécile qui en est l'affabulation : ce qui revient à dire, toujours en bon français, que la persuasion a réussi là si elle a échoué ici. Ce qui revient à dire que le magistrat, le gendarme, le propriétaire persuadent ; que l'Etat, que la Société persuadent ; et que s'il faut s'en remettre à la persuasion pour transformer la Société — persuasive — nous n'avons pas fini de nous gratter, il nous en aura longtemps.

La persuasion !... Allez-vous vous figurer que votre propriétaire va vous faire cadeau de votre quittance après un discours larmoyant de trois heures ? Allez-vous vous figurer que ce même propriétaire deviendra anarchiste et réclamera la suppression de la propriété ? Allez-vous vous figurer que ce souteur qui vit de la prostituée, que ce ramasseur de mégots qui se satisfait d'une pâtée de chien et couche sous les ponts ou à l'asile de nuit, que ce flic qui vous cueille et vous masse quel que soit le gouvernement pour le compte duquel il opère, que cet honnête ouvrier, ce faune, rat de sacristie ou pilier de mannezingue, allez-vous vous figurer que toute cette misère et toute cette canaille va vous écouter, vous croire, se secouer, rugir et se battre !... Allons donc ! Quelle est ce credo, quel est ce tolosisme, quel est ce rôle de crachoir et d'éponge ?

Non et non, l'indécision n'est pas de mise. Non et non, la persuasion n'est point « surtout l'arme la plus terrible ». La persuasion, il faut le dire courageusement comme il faut vouloir courageusement user d'arbitraire, la persuasion n'est bonne que pour ceux qui peuvent être bienlotés avec nous ; que pour ceux qu'un dernier préjugé tient encore à

l'édifice social et que la misère ne réussit pas toujours à détacher du passé.

Mais halte-là ! prenez garde ! pas trop n'en faut de la persuasion. Vous allez en crever vous-même si vous n'êtes pas intéressés à en vivre.

\*\*\*

La Patrie vient de persuader à Hervé qu'il avait eu tort d'être à la fois avocat et antipatriote. Et vous qui criez après la sentence, vous qui vous insurgez contre l'arbitraire de l'Etat, vous qui excopez de votre qualité de Citoyen et vous réclamez les Droits de l'Homme, vous, naïf, qui estimez voir en cette décision un « précédent fâcheux pour le privilège des avocats », avez-vous seulement songé à demander à Hervé lui-même ce qu'il pensait de la sentence, s'il estimait qu'elle fût arbitraire ? Non, vous ne l'avez pas fait ? Alors, allez-vous faire fiche. L'opinion de l'intéressé vaut la vôtre, ce semble. Et tenez pour assuré que Gustave Hervé s'étonne de votre étonnement. Il n'a pas écrit *Leur Patrie* pour rien.

Ainsi donc, froidement, et pour nous, pas pour la galerie qui nous gruge et s'en rit, observons les faits, tirons-en les conséquences.

Où nous sommes révolutionnaires et nous voulons abattre brutalement ce qui nous gêne, ou nous ne sommes pas révolutionnaires et nous cultivons notre jardin, nous faisons « de la propagande », dans « le bon petit noyau », parmi les « sympathiques », nous efforçant d'étendre notre action jusqu'à... la majorité, que dis-je ! la totalité des individus.

Nous savons ce que vaut l'aune de la persuasion. Nous savons qu'il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre — qui ne peut serait plus exact, puisque nous subordonnons le vouloir à la chose économique, la chose économique inspirant seule nos desirs et excitant notre énergie.

Il n'y a pas que l'idée de Dieu qui nous gêne. Il y a surtout, aujourd'hui, l'idée de l'Etat, l'idée de la Patrie, celle qui résorbe toutes les idées. Comment agir ? Mais ce sont les maîtres qui prêchent l'exemple !

Avez-vous vu comment ils agissent avec la race cléricale, comment ils confisquent à leur profit et fient passer d'une poche dans l'autre. Ils opérèrent au nom du peuple comme les autres avaient opéré au nom de Dieu. Opérons au nom de nous-mêmes.

Ce qui est gênant, évidemment, c'est que nous ne sommes pas les plus forts, c'est que nous ne sommes pas capables de faire que ce qui est fort soit juste, pour parler comme Pascal ; mais si nous avions un peu moins la manie, la marotte de la persuasion, nous emploierions plus souvent et mieux, pour notre compte, pour nos affaires, les armes brutales des maîtres, les armes décisives.

Mirabeau ne s'apprêtait à sortir que devant les baïonnettes ; c'est ce qu'ont fait les prêtres lors des inventaires ; c'est ce que font les grévistes partout ; c'est ce qu'apprennent à faire les marocains.

On connaît l'art de persuader, comme savent persuader les maîtres du jour, quand on s'appuie sur la baïonnette.

La Vérité va du mandat d'arrêt au coup de fusil. Quand le coup part, c'est la Vérité qui sort du canon.

Georges Durupt.

## La Cagoule aux détenus politiques

Il ne manquait vraiment plus que cela !

M. Clemenceau, depuis qu'il est ministre, a bien écrit des circulaires tendant toutes à rendre illusoire le régime dit des détenus politiques. Mais on pouvait douter que ce régime descendrait au point de ressembler trait pour trait à celui des détenus de droit commun.

C'est un fait à l'heure actuelle. Nous avons dit, il y a quinze jours, que notre ami Hella-Alzir, poursuivi pour un

article paru dans l'Action Syndicale de Lens, était à la prison de Béthune où, quoique « jouissant » du régime politique, il reçoit néanmoins la « pitance » des « droits communs ».

Ca n'est pas tout. Hella, qui est en cellule est contraint, s'il veut aller à la promenade, de porter la cagoule. Et, comme il s'y refuse obstinément, il est, de ce fait, privé de toute promenade.

On pense bien qu'à un pareil régime le plus solide n'y résisterait point. Hella, on le sait, est faible de constitution. Après lui avoir ravi sa liberté, veut-on aussi lui prendre la vie ? Qu'on le dise.

## Au hasard du chemin

### L'« HUMANITE » VOIT ROUGE

De l'Humanité, à propos d'un attentat commis par une jeune femme contre le gouverneur-général de la Pologne russe :

« Il est bon de mettre le plus souvent possible sous les yeux de nos camarades français des semblables exemples. Peut-être y puiseront-ils des enseignements. Peut-être comprendront-ils que quand on est dans le parti de la révolution il faut être prêt à des sacrifices plus grands que la régularité de la cotisation. Qu'ils considèrent les jeunes femmes qui se sacrifient pour notre cause, et, qu'en retour, ils examinent ce qu'ils font eux-mêmes, eux qui sont des hommes. Ils réfléchiront, et puissent leurs réflexions les amener à une conduite plus énergique et à une attitude plus vigoureuse. »

L'Humanité ne nous a guère habitués à un pareil langage. Fallait-il donc, pour cela, que le Socialisme fût trahi par Briand ?

### CLOWNERIES POSSIBILISTES

Du Proletaire :  
« Sans doute, nous sommes tentés de nous demander si la République n'a pas failli aux promesses que contenait son nom et si les efforts que les prolétaires n'ont jamais ménagés pour sa défense sont restés autre chose pour eux qu'une stérile duperie. »

Après cette restriction, qui est en effet le fond de la pensée de plus d'un, l'article émit, etc... ce que l'on compte faire pour réduire à rien les colères vaines des méchants frondeurs révolutionnaires. Suivent des phrases, beaucoup de phrases : Ah ! le futur beurre sur le futur pain...

« Que de bons apôtres viennent donc nous répéter encore, avec l'aplomb de l'ignorance ou l'entêtement de la mauvaise foi, que République ou Monarchie c'est tout un pour les travailleurs et que, depuis trente-sept ans, Marianne n'a rien fait pour eux ! »

Où, qu'on vienne donc le dire ! Mais dites-le donc ! « ignorants », « entêtés ».

Mais pourquoi faut-il qu'à la suite de ceci la deuxième page du Proletaire nous fournisse sous la plume d'un autre ce supplément de vérité :

« Dans le passé, certains soulèvements s'inscrivent en dates étincelantes dans l'histoire des peuples et, dans l'avenir, on peut prévoir que longtemps encore le décisif recours à la Force restera une nécessité. »

On le prévoit dès maintenant. On le désire même aujourd'hui, et, ceci, non pas pour s'amuser à casser des carreaux et à étriper quelques flics, mais parce que l'on n'a point à savoir si les gens, demain, devront se battre. Ce sera leur affaire. Nous qui ne sommes que d'aujourd'hui nous ne jugeons pas hypothétiquement, comme le Proletaire.

Nous constatons la misère sociale ; nous voulons la supprimer le plus vite possible, et nous sentons la nécessité de continuer la danse.

Voilà, Proletaire, à quoi tient notre mauvaise foi, et voilà également pourquoi nous retenons cette phrase que vous trouvez bon de reproduire :

« Il faut maintenir chez nos amis un état d'âme insurrectionnel et prêt à profiter de toutes les éventualités. »

Seulement, nous nous méfions que vous ne songiez qu'à profiter pour vous-mêmes d'un mouvement insurrectionnel, le jouet des grands jours : par exemple, à l'occasion d'un nouveau Dix-huit Brumaire et s'il s'agissait d'orienter le peuple à prendre la défense des politiciens qui durant des années l'auront grugé.

L'insurrection, gageons que vous l'auriez tentée si Déroulède avait réussi à faire marcher Rogot, c'est-à-dire à entraîner l'armée qui eût pu faire feu sur vous.

## Le Procès de la C. G. T.

Ce procès n'est pas seulement, comme certains l'ont écrit, le procès du gouvernement actuel, le procès de Clemenceau et celui de ses deux acolytes : Briand et Viviani.

Il est aussi, il est surtout le procès de la bourgeoisie capitaliste tout entière. En effet, qu'avait dit le Comité Confédéral dans son affiche « gouvernement d'assassins » ?

Après avoir dénombré les dernières scélératesses d'une société condamnée, mais qui ne veut pas mourir et se défend ; après avoir relaté et magnifié, comme il convenait qu'il le fit, le geste du 17<sup>e</sup> de ligne, le Comité Confédéral disait : « Sans nous attarder aux causes et à l'objet qui mettent en révolte le Midi, il faut reconnaître que cette ébullition formidable est « annonciatrice de l'effondrement d'une société d'exploitation et de spéculation où l'excès d'abondance accentue la misère des producteurs ».

Or, en ordonnant les poursuites contre la C.G.T., que visait le gouvernement clemenciste ? Défendre la société bourgeoise, le régime d'exploitation de l'homme par l'homme, le mode d'appropriation individuelle des capitaux, le droit, pour certains de bien vivre en ne rien faisant, plutôt que la forme gouvernementale républicaine.

La bourgeoisie moderne se soucie assez peu de l'étiquette du gouvernement pourvu que celui-ci la laisse en paix exploiter la classe ouvrière, s'enrichir aux dépens de celle-ci. En France, elle est actuellement républicaine. Elle serait tout aussi bien monarchiste. Est-ce que les bourgeois allemands, belges ou italiens sont différents de ceux dont M. Clemenceau est le Lord Protecteur ?

Aussi bien, il ne faut s'étonner si le procès fait à la C. G. T., à la C. G. T. qui est l'ensemble des forces ouvrières organisées, l'ait été dans les conditions où il le fut. Le trio Clemenceau-Briand-Viviani (qui n'est pas, si l'on veut, un trio de baudels) connaît l'organisation ouvrière pour s'en être approché, pour y avoir participé, pour avoir vécu un peu de son existence. Tout en ne s'en effrayant pas, il voulait néanmoins l'étrangler, la tordre à rien en la privant des militants considérés à tort ou à raison comme les propulseurs du mouvement comme les meneurs — meneurs menés, a dit Janvion — Le meilleur moyen était donc, pour le faire en se donnant une apparence équitable, de trainer cette C. G. T. devant les Assises, d'obtenir du jury une condamnation qui décapitât d'un seul coup un organisme pouvant, à un moment donné, et quoi qu'on en dise et en pense, mettre en péril la société bourgeoise ou troubler tout au moins la digestion de ses membres privilégiés.

Mais, comme la C. G. T. est une entité ; comme elle n'existe que par les militants qui y représentent les organisations y adhérentes ; comme d'autre part, le Comité Confédéral se compose d'environ cent membres, dont soixante-dix-sept avaient signé l'affiche « Gouvernement d'assassins », ne pouvant pas, ne voulant pas donner à cette C. G. T. tant adhérente, dans la personne des soixante-dix-sept signataires de l'affiche, l'occasion de se grandir aux yeux des masses ouvrières groupées par elle, la justice bourgeoise fit un choix de douze des signataires. Elle voulut les offrir en holocauste au Capital-Dieu.

Sur quoi se basa-t-on pour faire ce choix. Les douze étaient-ils vraiment choisis parmi ceux qu'une police intéressée qualifie dans ses rapports imbéciles et mensongers de dangereux ? Mais non !

Il y avait bien Griffuelhes, secrétaire de la C. G. T. ; on y comprit bien Pouget, qui fut naguère le compagnon de lutte de Louise Michel ; on y impliqua aussi Merrheim, que le patronat de l'automobile excoie ; Monatte que les baslycots du Nord voudraient voir au bagne ; Garnery ; Delalé ; Janvion, qui collabora à l'Aurore et que le gouvernement, après lui avoir ravi son pain, eût été bien aise de nourrir à Clairvaux. Mais, parmi les douze, il y avait aussi des magistrats prud'homaux, comme Luquet, des conseillers généraux comme Martin, de bons bourgeois tels que Forgues et Beausoleil. Et, tous, aussi bien les derniers que les premiers, n'étaient ni plus ni moins « dangereux » que les soixante-cinq qui furent éliminés.

On ne voit donc pas bien ce qui a pu présider au tri, motiver ce choix de douze et l'élimination des soixante-cinq ; on ne voit pas bien, ou plutôt on voit trop bien le pourquoi de cette manière de faire.

Clemenceau et sa bande voulaient une condamnation. L'auteur des *Plus forts*, veut être le plus fort, le chambardeur des ministères s'est découvert, sur le tard, des instincts de terre-neuve ; il veut sauver la société ; il doit la sauver, il la sauvera, même au prix du reniement d'un passé qui fut courageux, d'un passé qui fut beau, d'un passé que quelques mois de ministère ont noyé dans le sang et les larmes. Le jury n'a pas été de cet avis. Il n'a

pas condamné. Non qu'il ait partagé la façon de voir de la C. G. T. ; non que nos idées, que nos thèses, comme l'écrivit un journaliste socialiste aient tellement fait de chemin que les bourgeois eux-mêmes en soient pénétrés, mais parce que, tout de même, le morceau était trop gros et qu'il ne pouvait passer.

Le sang des assassinés de Narbonne n'a pas encore été effacé par le temps ; le voile de l'oubli n'est et ne saurait être jeté sur des faits qui ont soulevé l'indignation la conscience humaine. Et les jurés de la Seine se sont rendus aux raisons de Jacques Bonzon disant, à propos de l'affiche incriminée, que s'il est facile de s'étonner, à l'heure présente, de la violence de cette protestation, cette protestation, eu égard aux événements qui la motivèrent, s'explique aisément.

Quoi, le sang ouvrier aurait coulé sur la place publique ; des jeunes hommes, des enfants auraient été assassinés et la protestation de la classe ouvrière ne se serait pas fait entendre immédiatement, véhémentement ! Quoi, parce qu'on voulait en faire les meurtriers des leurs et qu'ils s'y refusèrent, les soldats du 17<sup>e</sup> n'auraient trouvé nulle part une parole approuvant le geste qui sauva d'une mort certaine maints de ces « gueux » du Midi ; ils n'auraient pas vu se tendre vers eux la main fraternelle du prolétariat !

Pour avoir osé faire poursuivre les protestataires de la C. G. T., pour avoir voulu renouveler le geste de Constans, faisant, au lendemain de Fourmies, condamner Cailine et Lafargue, il fallait à M. Clemenceau une belle inconscience ou un formidable culot. L'homme de la place Beauvau est bien celui qu'il fallait à la bourgeoisie capitaliste. Sûrement, réacteur, il croit pouvoir, par des années de prison féroce, distribuer, à mer le mouvement ouvrier, étouffer l'agitation révolutionnaire. Comme si la prison pouvait avoir raison d'un mouvement et d'une agitation ayant leur motif justement dans les faits de chaque jour et ne devant se terminer qu'à la chute irrémédiable et définitive du monde bourgeois, de ce monde qui, suivant la si judicieuse expression de Karl Marx, s'est fait lui-même son propre fossoyeur.

Louis Grandidier.

## A propos du Régicide

M. Paul Brousse écrit dans le Proletaire :

« Le Libertainaire imagine que des amis ont voulu me jouer quelque tour en exhumant un discours où j'ai donné mon avis « sur, ou plutôt contre le régicide. C'est à moi précisément qu'appartient l'idée de cette exhumation. »

Non, nous n'avons pas imaginé. Nous savons que l'œil du maître n'est pas déplacé dans toute la cuisine d'un journal, et si nous avons pris ce ton blagueur pour parler de l'article le régicide, c'est parce que cette « exhumation » nous a paru et nous paraît toujours une singulière idée de derrière les fagots de la part d'un homme qui a tant péché. Etait-ce simplement pour se faire beaucoup pardonner ?

Mais là où M. Paul Brousse se moque vraiment, c'est lorsqu'il prétend avoir dans cet article, donné son avis *contre* le régicide.

Voyons, qui donc a parlé de « la juste glorification » de Guillaume Tell ? — Qui donc a parlé des « nobles têtes » d'Orsini et de ses complices ? — Qui donc a dit que la presse bourgeoise républicaine avait été « plus habile » que l'*Avant-Garde* en ne tarissant pas d'éloges sur Orsini ? — Qui donc a dit : « Nous nous sommes découverts devant ces jeunes hommes qui n'ont pas hésité à donner leur existence pour réaliser des actes qu'ils croyaient utiles au salut de l'humanité » ? — Et dans cette phrase : « Ce n'est pas que nous ayons approuvé leurs actes sans réserves » nous ne puissions légitimement y voir au moins une apologie détournée, déguisée ? Et à propos des « exécutions » politiques d'alors en Russie : « L'*Avant-Garde* a « enfin applaudi sans réserves (Ah ! Ah !) » aux exécutions politiques qui se font en Russie ; ces exécutions sont la seule « arme, la suprême ressource (Oh ! Oh !) de l'individu qui veut exercer son droit de légitime défense. »

Il faut bien reconnaître que Clemenceau a plus que M. Paul Brousse le courage de son passé. Le grand flic ne regrette pas avoir écrit le *grand Pan* ; même il affirme n'avoir point déchu, ce qui, évidemment, témoigne d'un joli culot, mais n'en est pas moins une seconde profession de foi. Parce que M. Paul Brousse n'a pas eu la main heureuse en jouant à l'exhumeur, il conteste avoir fourni des armes à « un arsenal d'avocats de parti pris ». Eh bien, nous lais-



sons juges de la chose et les lecteurs du *Libertaire* et ceux du *Proletaire*, car nous imaginons, oui, cette fois nous imaginons bien que les uns et les autres lecteurs voudront « apprendre », comme M. Brousse, l'appréhension que le parti républicain portugais ne profitera pas du régime de Lisbonne est légitime, très légitime, de l'élément légitime, que M. Paul Brousse est, nous en sommes sûrs, convaincu que la République portugaise n'est plus loin de connaître le jour et qu'elle devra bien un peu de bonheur aux balles des carabines historiques. Mais, cette conviction, il ne faut point l'étaler aux lecteurs qu'un peu de poudre sait parfois enflammer, tout comme il la faut éteindre aux gens de bon

ton à qui les histoires trop saignantes répugnent. En ce qui concerne la loyauté et l'exactitude, nous sommes tout prêts à prendre conseil et à nous calquer sur modèle. Le temps nous manque, cette semaine, pour confirmer ou infirmer si ce que nous avons avancé du Congrès de la Chaix-de-Fonds est exact, mais nous nous ferons, la semaine prochaine, un point d'honneur et un plaisir de rétablir les faits. Si nous nous sommes trompés nous le dirons, simplement, mais nous ne verserons pas une larme de dépit. Il en restera encore assez à l'actif de M. Paul Brousse pour qu'il ne nous prenne désir de tricher.

## CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

Union des Syndicats du département de la Seine

# POUR PICARDAT ET MAHÉ Meeting de Protestation

Le vendredi 28 février, à 8 h. 1/2 du soir

AU PALAIS DU TRAVAIL, 13, rue de Belleville

Avec le concours assuré de :

Jacques BÔNZON

E. LAFONT

Victor LEFÈVRE

Miguel ALMEREYDA

De MARMANDE

A. LUQUET

De PRESSENSÉ

Entrée : 25 centimes.

## Lettre ouverte à Séverine

Le temps a passé depuis le soir où nous attendions dans le couloir désert, à peine éclairé, de ce Palais de justice qui vous vit tant de fois aux heures de bataille, pour des actes de solidarité.

Deux de nos amis venaient de disparaître, condamnés par les juges, entraînés par les gardes, et nous restions là, trois ou quatre, douloûreusement émus, mais heureux de pouvoir attendre votre retour pour ne pas être obligés de partir tout de suite, comme cela, sans un dernier mot d'espoir pour nos pauvres camarades.

Une ombre passa. C'était une femme hésitante et inquiète, venant aux nouvelles après sa journée de travail. Elle s'informa, devinant en nous des amis. Mais notre air attristé nous dispensa de répondre et la compagnie du condamné Jourdain se laissa tomber sur un banc, toute secouée de sanglots.

En ce même instant, accompagnée des deux défenseurs, vous étiez de retour. Votre premier soin fut de consoler la malheureuse dont le mari venait d'être condamné à cinq années de réclusion et à la rélegation. Mais nous sentions bien que vous rendiez compte intérieurement de l'énormité des efforts que vous alliez tenter.

C'est que, comme la plupart d'entre nous, vous étiez convaincue de la culpabilité de nos camarades Jourdain, sur lequel on avait trouvé trois pièces fausses, et qui avait déjà subi une condamnation pour le même crime, n'était guère défendable. C'était, dont vous aviez éprouvé la générosité de cœur, mais dont vous connaissiez aussi le caractère exécrable, pouvait très bien, au moins par insouciance, être devenu complice.

Cependant, si l'on examine de près les charges dont ils furent victimes, rien ne reste debout que l'acharnement éperdu des policiers. La condamnation antérieure de Jourdain peut très bien avoir été obtenue par des moyens aussi équivoques. En tous cas, pour tout autre que pour un juge, elle ne saurait justifier une deuxième condamnation. La version qu'il donnait, au sujet des pièces trouvées dans une poche de son gilet, n'a rien d'extraordinaire. Les pratiques habituelles de ces messieurs de la sûreté permettent en effet d'y ajouter foi et de penser avec lui que les fausses pièces ont été glissées dans son vêtement par les mêmes mains qui déposèrent la boîte suspecte dans les bureaux du *Libertaire*.

Froidement, avec une assurance qui ne s'est pas démentie une seule fois, Jourdain et Gibot, alléguèrent leur innocence. Les témoignages apportés contre eux étaient tous incertains, sauf ceux de deux commerçants, dont l'un refusa et l'autre accepta la culpabilité. En admettant même la culpabilité, le dommage causé à la Société se réduisait à la somme de dix francs. A ce prix, Jourdain et Gibot se partageraient dix années de réclusion ; ce fut la rélegation pour Jourdain, récidiviste.

Depuis, on ne parle plus guère de ces deux camarades. Dans un an d'ici le nom des condamnés n'éveillera plus d'un souvenir incertain. Cependant, si quelque démarche était tentée pour les sauver, dans le but d'obtenir leur grâce, il serait peut-être utile d'établir une comparaison entre le jugement qui les condamna avec celui qui fut rendu le 15 février dernier, devant la Cour d'assises de la Seine.

On avait à juger deux faux monnayeurs, nommés Léon Mauger et Victor Rossignol, arrêtés le 17 août de l'année dernière, au moment où ils venaient d'émettre une certaine quantité de pièces fausses dans le quartier des Batignolles. Contrairement à ce qui se passa pour nos camarades, une perquisition opérée à leur domicile, amena la découverte d'un matériel complet servant à la fabrication de la fausse monnaie.

Bien que M. Guichard, commissaire de police affecté à la surveillance des anarchistes, ait prétendu et juré sur son honneur que tous les faux monnayeurs étaient des anarchistes, les deux accusés ne se réclamaient d'aucune opinion philosophique. En revanche, ils avouèrent à l'instruction ainsi qu'à l'audience.

Je renonce à faire ressortir combien le cas de ces deux hommes est différent de celui de Gibot et de Jourdain qui crurent leur innocence sans que l'accusation puisse les écarter par un argument irréfutable. Cependant, dans cette dernière affaire, estimant que le préjudice commis n'était pas proportionné à la peine minimum que le tribunal pouvait infliger, les jurés sont revenus de leurs délibérations avec un verdict négatif. En conséquence, les deux faux monnayeurs furent acquittés et remis en liberté.

Il convient de se féliciter d'un pareil verdict, parce qu'il montre, dans l'esprit des jurés, une générosité de bon augure. En outre, il crée un précédent dont les défenseurs pourront se servir. Enfin, il pourra devenir profitable à Jourdain et à Roger Gibot, pour lesquels la Justice se montra si impitoyable.

Henri Duchmann.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE (2)

## L'ESPERANTO ET l'Avenir du Monde

Conférence du 19 janvier 1908

La Délégation dont j'ai parlé a compris la représentation de 307 sociétés ; 1.500 professeurs ou hommes de science en ont fait partie ; elle semblait donc avoir une sérieuse autorité morale ; et il devait en être de même du comité nommé par elle, comptant des hommes de haute valeur, comité dont les travaux ont abouti à cette délibération d'octobre 1907. Elle peut se résumer ainsi : « Adoption en principe de la langue *Esperanto*, mais au prix de certaines modifications ; ces modifications sont indiquées avec quelques détails par le Comité et trouvent leur représentation dans un idiome nouveau qui porte le nom de *Ido*, signé de ce pseudonyme, et qu'adopte le Comité.

Cette langue modificative de l'*Esperanto*, si elle ne comprenait que de légers changements préalablement préparés, et n'apportait aucune perturbation dans l'esprit des personnes qui ont déjà appris la langue du docteur Zamenhof, n'aurait aucun inconvénient et présenterait peut-être des avantages. Mais les modifications proposées sont profondes sur un certain nombre de points : le signe du pluriel, par exemple, représenté en Espe-

ranto par un *j* qui a le son d'un *y*, est remplacé par un *i* ; l'infinif des verbes se termine en *ar* au lieu de *i* ; l'alphabet est changé, etc.

Ainsi, les membres du Comité, avec la plus grande sincérité, il n'y a pas de doute à concevoir à ce sujet, ont cru faire œuvre utile, et perfectionner la langue existante ; mais à mon avis ils ont commis deux erreurs graves.

La première a été de s'enfermer dans une sorte de tour d'ivoire et de ne pas regarder suffisamment autour d'eux. Le second est peut-être d'avoir trop de valeur, d'être trop exclusivement des savants, des linguistes distingués, des hommes très instruits ; leur amour pour la langue latine se révèle dans la proposition qu'ils nous apportent aujourd'hui : l'*Ido* exhale une odeur de latinité. Si cette proposition constituait réellement un progrès pour la langue *Esperanto*, — ce dont je doute fort, — peut-être, il y a quatre ou cinq ans, aurait-elle eu quelque chance d'aboutir ; mais dès cette époque, mais sans cesse depuis 1900, continuait cette propagande d'espérantiste dont je vous indiquais tout à l'heure les débuts ; elle marchait à pas de géant, le mouvement ne s'arrêtait pas un seul instant, et c'est ce qui me conduit à vous dire maintenant où nous en sommes aujourd'hui.

Il existe actuellement de deux à trois cent mille personnes qui ont aujourd'hui l'usage, la pratique de l'*Esperanto*, s'en servent et travaillent à la propagande. Cet ensemble constitue ce que, dans une toute récente circulaire du comité de la Délégation, on appelle avec quelque ironie « le Peuple Espérantiste ». Ce peuple Espérantiste se compose en majorité de gens d'instruction élémentaire, qui ne sont pas des linguistes ; ces milliers d'humains se sont attelés à cette tâche avec

LE LIBERTAIRE

## Individualisme

L'esprit autoritaire. — L'esprit grégaire  
L'esprit individualiste  
par Georges Palante

Nous avons pensé intéressant de demander à l'auteur de *Précis de Sociologie* (1) et de *Combat pour l'individu* (2) son opinion sur l'individualisme.

Nos camarades verront par là le souci fort légitime que nous avons de ne point restreindre la question, surtout de la traiter arbitrairement.

Mon cher camarade, Vous m'invitez très aimablement à dire mon mot dans la discussion ouverte au *Libertaire* sur le sens et la portée de l'individualisme. Voici ce que j'en pense : L'individualisme n'est pas un système social. C'est une forme de pensée ; c'est l'expression d'un tempérament ; c'est une attitude de certains individus devant la société.

Trois esprits agissent dans une société donnée, et les individus qui la composent se rallient à l'un ou à l'autre de ces trois types. Ce sont :

L'esprit autoritaire, L'esprit grégaire, L'esprit individualiste.

L'esprit autoritaire et l'esprit grégaire se supposent l'un l'autre. — L'autorité à besoin d'être moutonniers qui le suivent ; le meneur veut des menés. — Inversement, les grégaires, ceux en qui triomphe la mentalité de groupe, réclament plus ou moins consciemment une autorité qui incarne ou soit censée incarner la volonté commune. Beaucoup de gens sont à la fois grégaires et autoritaires ; ils veulent contraindre les autres à marcher avec eux, à être des moutons comme eux.

L'individualiste est celui qui se rend indépendant dans la mesure du possible des groupes auxquels ses conditions d'existence matérielle et sociale le contraignent d'appartenir. Il ne s'absorbe pas en eux ; il s'oppose à eux quand il le juge bon ; il les oppose les uns aux autres quand cela lui est utile. Il représente une volonté d'indépendance et d'isolement. Il est de ceux qui, suivant un mot de Stendhal, « ne se soucient pas plus de commander que d'obéir ».

L'individualisme implique un certain pessimisme social. Il est une défiance raisonnée vis-à-vis de toute organisation sociale. L'individualisme n'est pas une philosophie *a priori*. Il est un fruit — fruit peut-être amer — de l'expérience. Car une expérience aussi vieille que la vie sociale apprend aux hommes que toute société tend à être oppressive de l'individu. L'individualiste est celui en qui cette expérience décevante a retenti d'une manière particulièrement forte. Il est antiautoritaire, ayant reconnu la duplicité des idéaux, moyens de gouvernement entre les mains des groupes.

Par contre, l'esprit autoritaire et l'esprit grégaire sont idéalistes et optimistes.

L'autoritaire parle toujours au nom d'un idéal — désintéressé combien ! — auquel il se sacrifie (c'est le rôle des classes dirigeantes), dans une pensée supérieure. Ce la ne manque pas d'un certain comique. Comme d'autre part, l'autoritaire se dit chargé de faire triompher l'idéal, il ne peut douter de l'excellence de l'organisation sociale qu'il incarne et idéal.

Le grégaire est aussi idéaliste et optimiste. Il a besoin d'un idéal, ayant besoin d'un pion.

On retrouve, avons-nous dit, ces trois esprits — autoritaire, grégaire, individualiste — dans tout état social.

Dans la société actuelle, cela est évident. L'esprit autoritaire et l'esprit grégaire y tiennent le haut du pavé. Ils y représentent la morale, le droit, l'idéal, toutes les idées respectables. Les individualistes y sont rares et mal vus. « Je ne suis pas mouton, dit Stendhal, et c'est pourquoi je ne suis rien ».

Dans la société socialiste je crains qu'il n'en soit de même.

J'ai la même crainte pour la société anarchiste.

L'anarchisme recèle des germes d'autoritarisme qu'Edouard Berth a bien démontrés. (1) — D'autre part, il est juste de reconnaître qu'on rencontre beaucoup d'individualistes parmi les anarchistes. (Rappelons la distinction :

Anarchisme = système social ; Individualisme = forme de sensibilité et de pensée.)

(1) Edition Felix Alcan : 2 fr. 50 et 3 fr. 75.  
(2) Voir le « Mouvement Socialiste » du 1<sup>er</sup> mai 1905.

Ajoutons que l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire semblent vouloir donner satisfaction aux aspirations individualistes en supprimant ou en réduisant au minimum l'institution qui incarne le mieux l'esprit autoritaire et l'esprit grégaire : l'Etat (1).

Il est vrai que la question se pose de savoir si, dans la société anarchiste ou syndicaliste, l'autoritarisme ne renaîtrait pas sous d'autres formes.

Dernière remarque : Je crois que l'éducation peut très peu de chose pour former des individualistes. L'individualisme est surtout une affaire de tempérament et d'expérience personnelle.

L'individualisme, quoique recouvrant un fond de pessimisme n'est pas forcément une attitude passive. Il peut aussi (cela dépend des tempéraments) se manifester comme énergie agissante et combative, comme volonté de révolte antiautoritaire et antigrégaire.

Georges Palante.

## La "Guerre Sociale" aux Assises

Nos deux camarades Merle et Almeré da viennent d'être condamnés respectivement à deux ans de prison et 500 francs d'amende pour deux articles parus lors des événements de Narbonne et encourageant les soldats à la désobéissance aux ordres de mort.

Il n'y a pas plus à s'en étonner qu'à s'en indigner. C'est la suite normale que comporte tout acte de genre, et cela continuera aussi longtemps qu'il y aura une société organisée comme celle d'aujourd'hui, aussi longtemps qu'il y aura des antimilitaristes et des magistrats chargés par leur fonction et incités par leur devoir à veiller à la sécurité et à l'intégrité de l'Etat.

Il est assez surprenant que Merle se laisse aller à poser cette question : « Il s'agit de savoir si oui ou non on peut dans un journal exprimer une opinion ».

Eh oui, on peut, on peut parfaitement, mais on paie quand cette opinion est de nature à apporter la perturbation dans la société.

Tout de même, ce serait trop facile que le jeu qui consisterait à frapper sur une joue toujours tendue.

Il n'est point besoin d'attendre en cour d'assises pour savoir que toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire, et il est superflu de demander à ce sujet, l'avis des jurés, la plupart, sinon tous, intéressés de par leur condition sociale à ce que rien d'existant ne soit transformat.

Il faut laisser de côté les mots ronflants de « démocratie » et de « liberté de la presse ». Même quand on a cessé d'être anarchiste pour devenir socialiste antiparlementaire et révolutionnaire ce qui n'est point là, à mon avis sincère, une évolution révolutionnaire ou même inconcevable, à condition que l'on n'ait pas de révolutionnaire que l'équité, même quand on ne croit plus à l'efficacité de la révolte individuelle et qu'on lui préfère l'action collective (et maints anarchistes pensent ainsi), même quand on a cette conviction qu'une éducation sociale intégrale ne touchera jamais tous les individus pour en faire des hommes conscients, on ne peut cependant arguer de tous ces éléments nouveaux de conviction pour choir à son tour dans la logomachie républicaine, et dire que les révoltes n'ont de dynamique que parce que l'on supprime la liberté de la parole et de l'écrit.

Le rédacteur judiciaire de *l'Humanité* s'étonne et s'indigne (encore un *je* que le procureur général ait rappelé, concernant Miguel Almeréda, une condamnation antérieure pour fabrication d'explosifs. Ça voilà encore une indignation baroque ! C'est bien le propre des gens qui prétendent détruire la loi et néanmoins se servent d'elle quand elle leur confère un privilège. Que l'on se serve de ce privilège, parait, mais que l'on n'en use point pour faire du bagage et hurler à la persécution, alors que l'on a trouvé légitime cette même persécution quand elle s'exerçait sur des prétextes.

Remarquons l'attitude nette et courageuse de Miguel à ce procès, et ce qu'il y eût d'excellent à revendiquer pour soi « comme un droit absolu de provoquer le

(1) Voir dans « Pages Libres » du 25 janvier 1908, « un Entretien sur la Démocratie », la très curieuse opinion de Georges Sorel sur le rôle de l'Etat dans le passé et sa suppression dans le « Syndicalisme ».

soldat à la désobéissance dans des conditions données. » Si tant est que des jurés réfléchissent, ceux-ci pourraient, peut-être, après coup, reconnaître qu'il y a à la quelque chose de conforme sinon à la tradition républicaine et à l'esprit de la Déclaration des Droits de l'Homme, du moins à la simple raison. Ils y penseraient sûrement s'ils se rappelaient que la raison du plus fort est toujours la meilleure.

« Je reconnais comme un droit absolu de provoquer le soldat à la désobéissance dans des conditions données. Nous ne croyons pas que des leuils de la caserne « un homme cesse d'avoir un cœur. Nous disons au soldat : Quand on te commande « un acte, vois si'il est juste et loyal. Et de même que nous approuvons l'officier qui refuse d'enfoncer la porte d'un tabernacle, nous disons que le soldat a le droit de refuser de tirer sur frères. »

« Quand on dit que nous voulons vous « dépoiler, je ne dis pas que c'est un mensonge, mais c'est de l'ignorance et c'est la même chose. »

« Je ne crois plus aux révoltes individuelles mais je crois à l'action collective. Nous voulons l'expropriation collective. On nous poursuit parce que nos paroles « correspondent à ce que sent le prolétariat. »

« De plus en plus les soldats comprennent qu'ils ne doivent pas tirer sur le peuple. Quel que soit votre verdict, c'est « ce que nous dirons. »

La presse fait le silence sur ce procès. Il n'aura eu qu'un faible écho et c'est à se demander si le bénéfice de cette propagande vaut pour des mois la perte de sa liberté.

Certes, je sais que d'autres, aussi courageux que Merle et Miguel vont reprendre la tâche, et, peut-être, payer de nouveau s'ils jouent.

Mais je crains fort que, quoi qu'en pense Hervé dans son optimisme souriant, la propagande ne se ralentisse en raison directe de la répression.

Tant mieux si je me trompe. Mais je crois décidément usée la propagande antimilitariste en cour d'assises, devant douze jurés, vingt mouchards et quinze camarades, car si le tribunal marche toujours, la presse, elle, ne marche plus.

Il faudra trouver d'autres trompettes.

## Syndicalisme Profitable

Le syndicalisme, pour certains, mène à tout, à condition, pour eux, d'en sortir.

C'est surtout pour les ratés de la politique que ceci est vrai. Ça l'est aussi pour une kyrielle d'arrivistes d'un genre spécial : politiques du mouvement économique, que l'on rencontre un peu partout ; bonzes de contrebande qui, sur la nonchalance ou la trop grande confiance de leurs commettants ont édifié le prédestin sur lequel ils se sont hissés ; fumistes, ayant apporté dans le mouvement ouvrier tous les procédés du nonneur dans la démolition politique ; banquissiers, faisant des tribunes syndicales des tréteaux de baraquements foraines et vivant bien, et disant non non à la Révolution, dont ils ne veulent point, mais sur des réformes qu'ils préconisent et seraient naïves, au fond, de voir aboutir.

Ces réflexions, et bien d'autres, il est loisible de se les faire quand on voit comment certains comprennent l'action syndicale, le mouvement ouvrier.

Je ne sais si tous les travailleurs du bâtiment se les sont faites, mais ils sont en droit de se les faire, ils doivent se les faire à tout moment comment est pratiquée par quelques-uns la besogne d'organisation syndicale.

Lors de leur congrès de Paris, avril 1907, les syndicats du bâtiment qui s'y trouvaient représentés décidèrent, par la voix de leurs délégués, la création d'une fédération unique, groupant toutes les professions de la bâtisse ; d'une fédération d'industrie, et la fusion, dans cette fédération, de toutes les fédérations de métier existant jusqu'alors.

Presque toutes les fédérations consentirent. Les maçons, les terrassiers, les menuisiers, etc. fusionnèrent et ne formèrent qu'un seul faisceau, qu'une seule organisation. Les peintres, seuls — pas tous, pourtant — résistèrent en dehors du mouvement.

Pourquoi ? Quoi donc et qui donc les empêchait de se réunir à leurs camarades des autres corporations du bâtiment ?

réponse ferme « dans le délai d'un mois. »

La sagesse, comme le propose un manifeste récent de *l'Internacia Sciencia Revuo*, de Genève, serait de n'apporter aucun entêtement de parti pris, aucune obstination, de garder le plus grand sang-froid et de ne repousser aucune amélioration raisonnable et possible. Si le Comité de la Délégation n'en fait pas autant, il restera ce qu'il est : une petite réunion d'hommes distingués, constituant un état-major sans soldats. Ce qui est un peu inquiétant — pour eux — c'est la révélation qu'ils nous apportent eux-mêmes d'un état d'esprit singulier. Vous en jugerez par ce dernier emprunt fait à la circulaire si instructive que j'ai déjà citée : « L'Esperanto, dit-on, étant devenu pour « certains chefs une sorte de religion, ils « organisent, pour en exterminer les hérésies, une véritable Inquisition. On ne « craignait même pas de violer ainsi le secret des délibérations du Comité, et d'exploiter certains documents confidentiels. »

Ce matin même, j'ai reçu une petite brochure où l'on va plus loin, en précisant davantage. L'Esperanto, s'écrit-on modestement, traverse une crise pareille à celle marquée par la Réforme, dans l'histoire du catholicisme. Le Comité de la Délégation et M. Ido deviennent les Luther et Calvin de la situation.

Je pourrais répondre, en me rappelant le bûcher de Michel Servet, qu'il n'y a pas à se glorifier d'être un Calvin. Je pourrais dire également qu'il n'y a pas à se vanter outre mesure d'avoir superposé une absurdité à des absurdités précédentes.

Mais, ramenant la question à ses dimensions exactes, si ces messieurs de la délégation tiennent absolument aux comparaisons



## Une Réponse

Nous recevons la lettre suivante :

Havre, le 20 février 1908.

Mon cher Matha,

N'ayant pas reçu *Le Libéraire* cette semaine, c'est par l'*Argus de la Presse* que m'est communiqué seulement hier l'article d'éreintement amical et philosophique que contient son dernier numéro.

Je passerai sur les appréciations du camarade Stephen Mac Say à mon égard. Il me traite de mépris pontife, par exemple. Tu sais, Matha, combien je suis menu et surtout pontifié ! Il y a dix ans que tu me connais et m'as-tu jamais pris pour un pontife ? Eh bien, je n'insiste point et je veux seulement détacher une phrase de l'article en question :

« Mais pourquoi, messieurs du Progrès, écrit Stephen Mac Say, avez-vous attendu, pour nous conter cette piquante histoire, que Briand, vous ait lâché pour Clemenceau ? Ce n'était donc pas répréhensible alors qu'il était un collègue ? »

Où, n'en déplaise à Stephen Mac Say, l'acte n'est rien, il est devenu quelque chose depuis que celui qui le commit devint ministre.

Il est devenu plus malpropre de ce fait que de juger, Briand est devenu juge et depuis que, chef de la justice distributive, l'ancien condamné de droit commun s'est évertué à faire condamner les autres.

L'aventure aurait pu arriver à n'importe qui, sans doute, mais n'importe qui n'aurait pas eu l'impudence de se faire le distributeur en chef de la justice contre d'anciens camarades qu'il avait trahis. La sollicitude aploquée du camarade Stephen Mac Say pourrait donc, à mon avis, trouver un meilleur emploi.

A toi, mon cher Matha, très fraternellement.

HANRIOT.

Vendredi, 6 mars, à 8 h. 1/2 du soir

SALLE DU CASINO DU XIII<sup>e</sup>  
190, avenue de Choisy, 190Grande Conférence  
Publique et ContradictoireENTRE  
Albert LIBERTAD Abbé Jacques DEBOUT  
Thèse anarchiste Thèse catholiqueSUIVI DE  
**RESIGNATION ET REVOLTE**

Entrée : 30 centimes

Les portes ouvriront à 8 heures

## Coups de plume

On se bat comme on peut. Tout est bon aux volontés claires. Que chacun se connaisse et connaisse l'ennemi. Quand le vieux sabreur Roland, aristocrate, défenseur de la cause, espère disparaitre des temps qui stagnent, on casse son épée sur le dos de seigneurs-banquets, bourgeois d'atours, il les chassait à coups de pieds quelque part.

On fait ce qu'on peut. L'important est de ne pas manquer le but quand c'est un poète de bourgeois ; il y a d'ailleurs de la marge et ça fait toujours plaisir.

Un combat, vaste est engagé sur toute la ligne, ardent, même cruel ou comique, obscur parfois, incessant ! C'est la vie qui se déroule. Chacun a son poste à coups de poings, à coups de grèves, à coups de passions, à coups de volonté, à coups de plumes, il faut en débrouiller la complexité, en éclaircir le sens, en préciser la direction.

L'avènement du monde conscient et organisé est une lutte quotidienne non seulement des individus mais de leurs idées, de leurs tendances, de leurs habitudes entre elles. Les forces mauvaises, celles du passé comme celles du présent, nous pénètrent et, par nous, essayent de se prolonger dans l'avenir.

Notre rôle : voir clair, être une conscience à l'affût de tout ce qui vit ; aider à la

petits, et les résultats qui peuvent en découler tellement immenses, qu'on ne peut pas se refuser à faire cet essai.

Mais quels sont donc ces « résultats immenses » dont parle le grand écrivain russe ? Quels sont les usages de l'Espéranto ? Quelles sont ses tendances ?

Voilà des questions qu'on a souvent posées, qu'on pose parfois encore. J'y répondrai tout d'abord en deux mots :

Quels sont les usages de l'Espéranto ? Tous ceux d'une langue quelconque.

Quelles sont ses tendances ? Toutes, et aucune.

De pauvres adversaires, n'ayant pas étudié un mot de la question, sont allés, dans leur ignorance et leur sottise, jusqu'à dire que c'était une entreprise antipatriotique, anti-française, le français étant la langue universelle par excellence, puisque la France est la première nation du monde. A merveille. Mais chaque nation ayant le droit de se croire la première du monde, peut tenir le même langage ; et ceci, en dehors de la question de difficulté, démontre l'impossibilité de l'adoption d'une langue naturelle quelconque comme idiome international.

Une langue est un véhicule d'idées.

Une langue internationale est un véhicule d'idées entre des êtres humains qui, la veille, ne pouvaient se comprendre.

Et lorsque cette langue internationale est d'une acquisition facile, elle permet l'échange des idées entre ceux qui appartiennent aux catégories sociales les plus modestes, les plus humbles, qui ont une instruction extrêmement restreinte.

Que les commerçants et les industriels se servent de l'Espéranto pour écouter leurs produits ; les écrivains ou les savants, pour répandre leurs œuvres et leurs découvertes ;

les catholiques, pour publier des collections de prières, essayant ainsi de propager leur foi ; rien n'est plus naturel.

L'Espéranto peut servir à tout, et à tous. Seulement, par la force des choses, tout ce qui porte en soi un caractère international, contient nécessairement un germe de pacification, d'entente et de progrès.

On ne doit donc pas s'étonner si des associations comme celle-ci ont apporté un zèle spécial à la propagande espérantiste.

Elles aussi veulent placer leur marchandise, et le crient bien haut ; cette marchandise se nomme Paix et Liberté ; elle est loyale, et l'humanité finira peut-être par l'accepter.

Elles aussi veulent propager leurs doctrines, qui reposent non sur la foi, mais sur la science ; non sur la révélation, mais sur la raison et la solidarité humaine.

C'est que la situation du monde — et particulièrement du monde européen — est bien digne d'attention à l'heure présente pour tout esprit attentif.

Le mouvement scientifique et industriel du dernier siècle a été prodigieux. Nulle période de l'histoire n'offre l'exemple de progrès aussi rapides et aussi grands. Mais, à côté de ces progrès matériels, nous constatons une stagnation morale et parfois un recul. L'écart est formidable. De là un malaise universel, de là une insécurité, un défaut d'équilibre incontestables. Il faut être cent fois aveugle pour croire à la stabilité d'institutions qui reposent partout sur l'injustice et l'exploitation de l'homme.

Ce contraste entre les conquêtes de la science et la barbarie de ce qu'on appelle les sociétés — sans doute par antiphrase — accroît encore l'état douloureux du monde, et montre mieux ainsi la fatalité de l'écrou-

lement auquel sont destinées toutes les choses en putréfaction.

La Révolution est partout, plus ou moins visible, plus ou moins latente, mais universelle. Nulle des forces du passé n'en saurait arrêter la marche, si puissants que soient en apparence les moyens de violence, de corruption et d'oppression.

Aucun des faits du passé ne peut nous donner l'idée de ce que sera, de ce qu'est déjà ce mouvement général qui prépare l'effondrement de toutes les vieilles superstitions, de toutes les vieilles tyrannies, de toutes les formes violentes ou hypocrites de l'oppression. C'est qu'un principe nouveau a fait son apparition ; il s'appelle l'Internationalisme. Résultat des applications de la science et surtout de la plus grande facilité des communications, il s'impose avec une force souveraine.

A chaque instant, nous voyons, en des congrès internationaux, se réunir les représentants de telle ou telle science, ou de telle manifestation particulière de l'activité humaine. Les gouvernements eux-mêmes y prennent part, lorsqu'ils coopèrent à ces conférences un peu platoniques pour la paix, dont quelque bien cependant ne peut manquer de sortir.

Il n'est pas jusqu'à la Finance, cette dernière des religions, la seule réellement vénérée désormais, qui ne prenne, elle aussi, un caractère international. Je n'en voudrais pas d'autre preuve que cette association de MM. Schneider et Krupp, du Creusot et d'Essen, de la France et de la Prusse financière, qu'on dénonçait, il y a un mois, en pleine cour d'assises, sans recevoir de démentis. Je ne m'en indigne nullement.

C. LAISANT.

## L'Agitation

SAINT-DENIS

Dans le dernier numéro, un camarade syndicaliste métallurgiste, parlant de la situation actuelle des métallurgistes dans la localité, disait combien il importait, pour cette catégorie de travailleurs de se grouper sérieusement afin de résister à l'exploitation patronale dont ils sont victimes.

C'est n'est pas seulement leurs patrons contre qui les ouvriers de la métallurgie doivent lutter. Il y a les jaunes qui, par la mauvaise besogne qu'ils font, constituent pour les travailleurs un véritable danger.

Les jaunes — ils ne sont pas nombreux à Saint-Denis — les vrais jaunes essaient de faire des petits. Depuis longtemps, ils font un travail souterrain — tâchent de grouper tous les échappés de l'atelier, ils ont constitué un syndicat libre qui a son siège à l'école des frères. Ce syndicat se croyait sûr de son fait, a tenté d'agir au grand jour. Cela ne lui a point réussi, il est vrai ; mais les rouges auraient fort pu s'autoriser de cet échec pour se reposer.

A la Plaine-Saint-Denis, les jaunes ont été mis à bout d'arguments ; à Saint-Denis, ils n'ont pas osé prendre la parole, ils ont fui et laissé faire la réunion par les rouges. Ceci est vrai, mais ne prouve pas que la jaunisse soit tuée dans l'œuf. Que les ouvriers, non seulement métallurgistes, mais de tous les métiers, s'en défient. Qu'ils prennent garde aussi à tous les endormeurs, prétendus rouges, qui ne font que risquer aux syndiqués qui pour en faire, en mai prochain, de bons volatiles, sur les épaules des jaunes, les farceurs se hissent à l'hôtel de Ville.

L'action ouvrière doit surtout porter sur le terrain économique. Que feraient, au fait, des travailleurs à la mairie ? Ils voteraient le placement ou le déplacement des bacs de gaz ou d'urnes. Ils voteraient aussi et surtout les contributions. D'ailleurs disent que cela sera utile pour la Bourse du Travail. Évidemment ! Les Bourses du Travail ont un très grand besoin de la tutelle municipale. Au contraire, elles doivent s'en garder. C'est un peu partout, ce qu'elles font. Celle de Saint-Denis s'est affiliée de la municipalité radicale bourgeoise ; ce n'est pas, qu'on sache, pour rendre la main et devoir son pain quotidien à une municipalité socialiste, problématique d'ailleurs.

Si l'on y a des syndiqués socialistes narquois, qui caressent le rêve de se servir des syndicats pour satisfaire leur ambition et se faire pousser au cul lors de leur essai d'ascension du mat de cocagne électoral, qu'ils sachent qu'ils trouveront des syndiqués anarchistes pour les rappeler à plus de pudeur.

ALLIER

Une petite grève vient d'éclater aux mines de Bert. Elle a pour mobile les conséquences de l'application du deuxième palier de la loi sur la limitation des heures de travail. Les mineurs qui, par le fait de cette limitation, avaient vu diminuer leurs salaires, sont mécontents ; ils le disent, ils ont raison.

Mais, pourquoi qu'ils aillent pas mettre leur sort entre les mains des politiciens. Ce serait le meilleur moyen de faire avorter leurs revendications si justes et, pourtant, si peu exagérées.

CHAMBERY

Le cavalier Nichelet, qui servait la patrie au 4<sup>e</sup> dragons, n'était sans doute pas un bon soldat, dans l'acceptation militaire du terme. Accablé de punitions, il en avait assez du métier. Mais, comme malgré tout, il n'était pas de ces odieux sans-patrie, de ces misérables antimilitaristes, il n'a rien trouvé d'autre pour se soustraire aux punitions que de se flanquer une balle dans la peau.

Il est mort. Et, hélas, dans son patelin, pleurent des parents qui ne l'avaient pas mis au monde pour cela, qui ne pensaient pas que leur gars, un jour, déserterait la vie, n'osant pas fuir la caserne où il souffrait.

Ce fait divers banal, cueilli dans les journaux, vaut qu'on s'y arrête. Il se répète si souvent ! Si encore ceux à qui de tels faits tombent sur les yeux savaient s'en inspirer, et y puiser la haine du militarisme, destructeur des énergies, du militarisme qu'il faut combattre et qui doit disparaître, comme du reste doit disparaître tout ce qui constitue le régime actuel.

MAYENNE

Les bourgeois s'étonnent toujours que l'on devienne antimilitariste au régiment. Cependant, il ne se passe pas de jours que les actes de Messieurs les sous-officiers, principalement, ne démontrent de plus en plus le mieux intentionné.

Il vient d'arriver qu'un 132<sup>e</sup> régiment d'infanterie, à Mayenne, à l'une des compagnies de ce régiment, fut réaménagé affecté un certain capitaine Chevallier, ex-sargant-fourrier, rétrogradé pour avoir géré trop scrupuleusement la coopérative des soldats de sa compagnie. C'est sans doute pour cette raison que dans sa nouvelle compagnie on l'employa comme caporal-adjoint au fourrier. Ce caporal fut chargé de la commande et de la distribution du pain. Ajoutons que l'état rembourse, chaque année, aux compagnies, la moitié des rations de pain économisées par elle. C'est pourquoi l'ex-sous-officier de toujours commander moins de rations

Graissac, manitou de la fédération des peintres — fédération squelettique à la vérité — et son quèbe-rouge, Robert, sont contre la disparition d'une organisation fédérale des seuls peintres en bâtiment.

Et cela suffit pour que l'unité d'action et d'organisation, si nécessaire aux travailleurs du bâtiment ne soit pas, dans cette corporation, un fait accompli.

Pourquoi ces deux « militants » se refusent-ils à l'unité ? Pourquoi prétendent-ils — prétention ridicule — que leur fédération des peintres soit une fédération d'industrie ?

Veulent-ils donc qu'il soit dit qu'ils agissent en vertu d'un bas et méprisable intérêt ? Veulent-ils que l'on raconte que leur dévouement, leur désintéressement sont tout simplement de surface ?

Il est vrai que ceux qui diraient cela, ne seraient que des mauvaises langues. La campagne anti-cérusière ne doit pas, ne peut pas avoir une cause venale. Robert — comme la femme de César — ne saurait être soupçonné. Quant à ce brave Craissac, il est de notoriété publique qu'avant hérité d'une vingtaine de mille francs de sa grand-mère, c'est cet héritage qu'il consacre au but qu'il s'est assigné : la suppression de l'emploi de la céruse. Ne le voit-on pas, toujours par monts et par vaux, aller porter la bonne parole qui doit induire les peintres à ne plus se servir de ce produit vénénéux entre tous. Ne se dévoue-t-il point jusqu'à maquiller le salou dans les réunions publiques : les tartines au blanc de zinc, ne sont pas une légende.

Mais tout ce beau dévouement — ripostent les mauvaises langues — n'empêche que le fondateur du « syndicat du petit salé » ne fasse un travail qui n'a qu'un rapport assez éloigné avec la véritable action syndicale.

Ne dirige-t-il pas, là-bas, en Bretagne, une feuille : *Le Petit Breton Socialiste*, une feuille illustrée qui le représente, lui, Craissac, qu'on voit toujours correctement vêtu, déguisé en débardeur, sans chemise et tête nue ? Cette feuille n'est-elle pas destinée à la réclame électorale que Craissac compte se faire lors des prochaines élections.

Le possibiliste Craissac, sous couvert de propagande, fait donc tout bonnement ce qu'on peut appeler du syndicalisme profitable. Dans le syndicalisme, pour quelques-uns, c'est comme dans la politique, ça rapporte autre chose que des coups et des mois de prison.

Le syndicalisme de Craissac n'est pas incompatible avec la course au mandat législatif : et lui qui n'aurait jamais percé autrement se trouvera, grâce à quelques tartines de blanc de zinc savoureusement ingérées en public, porté à la Chambre des députés où il ne déparera pas la collection de phénomènes qui s'y trouvent et ne sera pas déplacé en compagnie des Paul Constans et Baudry-d'Asson !

Un peintre libertaire.

L'Instruction Militaire  
de M. Jules Guesde

Du Cri de Paris :

M. Jules Guesde fait savoir à ses électeurs de Roubaix qu'il va rétablir ses nerfs en Algérie, où la Faculté lui ordonne de séjour d'une année.

Depuis de longs mois, l'inventeur du guesdisme vivait confiné à Passy. Raies étaient ses visiteurs. Il faisait son habitude sociale d'un voisin, jeune officier de mérite, dont M. Léon Bourgeois encourageait, il y a quelques années, la vocation d'éducateur militaire, et qui eut de brillants débuts comme journaliste et conférencier.

Certes, M. Guesde n'a jamais été un antimilitariste forcené. Il a véritablement réprouvé l'hermétisme en divers congrès. Mais on dit que le capitaine D... a fait de lui, dans le sens le plus favorable du mot, un militariste convaincu, et, naturellement, très moderniste. Il lui aurait même donné des leçons de stratégie et de tactique.

Si, comme il faut l'espérer, le climat de l'Algérie est favorable à la santé de M. Guesde, l'occasion lui sera sans doute donnée de mettre à profit dans le sud-oriental, tout au moins comme observateur, les leçons de son voisin.

Le député de Roubaix avait préparé la guerre des classes ; il verra peut-être des « classes » à la guerre. Blaise Pascal.

historiques, ils pourraient plus justement convenir qu'ils ont tenté un petit coup d'Etat — sans violence, car ce sont des gens paisibles et honnêtes — et que leur coup a raté. Plus précisément encore, et pour prendre un exemple dont personne n'a encore perdu le souvenir, leur procédure rappelle surtout tout d'un coup certains appointements de 9.000 à 15.000 francs.

En résumé, le Comité de la Délégation a rempli son office, en examinant les divers projets de langue internationale, et en constatant qu'en somme l'Espéranto, sauf des perfectionnements toujours possibles, constitue la meilleure — on pourrait dire la seule — solution.

C'est fini, c'est fait. Nous pouvons et nous devons lui en garder notre reconnaissance, en remerciant — pour lui — qu'il nait pas eu la sagesse de s'en tenir là. On ne lui demandait rien de plus.

Pour comprendre l'impossibilité de la tentative de bouleversement dont il s'agit, il faut ne pas oublier que l'Espéranto, arrivé maintenant à sa vingt et unième année d'existence, compte un nombre d'adhérents qu'on peut évaluer, avec l'*Internacia Scienca Revuo*, le 200.000 à 300.000, comme je vous l'ai déjà dit. Trois congrès internationaux, dont le dernier comptait 1.300 membres de trente pays différents, en ont démontré la vitalité. Ses progrès sont résumés dans un tableau statistique dont je vous donne lecture :

	Commencement de 30	31	30	31
Jan. 1904	1406	1906	1906	1907
Jan. 1907	1907	1907	1907	1907
Jan. 1908	1908	1908	1908	1908
Jan. 1909	1909	1909	1909	1909
Jan. 1910	1910	1910	1910	1910
Jan. 1911	1911	1911	1911	1911
Jan. 1912	1912	1912	1912	1912
Jan. 1913	1913	1913	1913	1913
Jan. 1914	1914	1914	1914	1914
Jan. 1915	1915	1915	1915	1915
Jan. 1916	1916	1916	1916	1916
Jan. 1917	1917	1917	1917	1917
Jan. 1918	1918	1918	1918	1918
Jan. 1919	1919	1919	1919	1919
Jan. 1920	1920	1920	1920	1920
Jan. 1921	1921	1921	1921	1921
Jan. 1922	1922	1922	1922	1922
Jan. 1923	1923	1923	1923	1923
Jan. 1924	1924	1924	1924	1924
Jan. 1925	1925	1925	1925	1925
Jan. 1926	1926	1926	1926	1926
Jan. 1927	1927	1927	1927	1927
Jan. 1928	1928	1928	1928	1928
Jan. 1929	1929	1929	1929	1929
Jan. 1930	1930	1930	1930	1930
Jan. 1931	1931	1931	1931	1931
Jan. 1932	1932	1932	1932	1932
Jan. 1933	1933	1933	1933	1933
Jan. 1934	1934	1934	1934	1934
Jan. 1935	1935	1935	1935	1935
Jan. 1936	1936	1936	1936	1936
Jan. 1937	1937	1937	1937	1937
Jan. 1938	1938	1938	1938	1938
Jan. 1939	1939	1939	1939	1939
Jan. 1940	1940	1940	1940	1940
Jan. 1941	1941	1941	1941	1941
Jan. 1942	1942	1942	1942	1942
Jan. 1943	1943	1943	1943	1943
Jan. 1944	1944	1944	1944	1944
Jan. 1945	1945	1945	1945	1945
Jan. 1946	1946	1946	1946	1946
Jan. 1947	1947	1947	1947	1947
Jan. 1948	1948	1948	1948	1948
Jan. 1949	1949	1949	1949	1949
Jan. 1950	1950	1950	1950	1950
Jan. 1951	1951	1951	1951	1951
Jan. 1952	1952	1952	1952	1952
Jan. 1953	1953	1953	1953	1953
Jan. 1954	1954	1954	1954	1954
Jan. 1955	1955	1955	1955	1955
Jan. 1956	1956	1956	1956	1956
Jan. 1957	1957	1957	1957	1957
Jan. 1958	1958	1958	1958	1958
Jan. 1959	1959	1959	1959	1959
Jan. 1960	1960	1960	1960	1960
Jan. 1961	1961	1961	1961	1961
Jan. 1962	1962	1962	1962	1962
Jan. 1963	1963	1963	1963	1963
Jan. 1964	1964	1964	1964	1964
Jan. 1965	1965	1965	1965	1965
Jan. 1966	1966	1966	1966	1966
Jan. 1967	1967	1967	1967	1967
Jan. 1968	1968	1968	1968	1968
Jan. 1969	1969	1969	1969	1969
Jan. 1970	1970	1970	1970	1970
Jan. 1971	1971	1971	1971	1971
Jan. 1972	1972	1972	1972	1972
Jan. 1973	1973	1973	1973	1973
Jan. 1974	1974	1974	1974	1974
Jan. 1975	1975	1975	1975	1975
Jan. 1976	1976	1976	1976	1976
Jan. 1977	1977	1977	1977	1977
Jan. 1978	1978	1978	1978	1978
Jan. 1979	1979	1979	1979	1979
Jan. 1980	1980	1980	1980	1980
Jan. 1981	1981	1981	1981	1981
Jan. 1982	1982	1982	1982	1982
Jan. 1983	1983	1983	1983	1983
Jan. 1984	1984	1984	1984	1984
Jan. 1985	1985	1985	1985	1985
Jan. 1986	1986	1986		



